



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Encore-un-reve-qui-s-envole>

Encore un rêve qui s'envole

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 834 - mai 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 9 mars 2009

Date de parution : mai 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dans l'esprit des conjecturistes, des Économistes de tous bords et autres pythonisses, le secteur tertiaire (ou secteur des services) devait assurer la relève du secteur secondaire (ou secteur industriel) comme ce dernier était venu lui-même relayer opportunément le secteur primaire (l'agriculture) qui se débarrassait d'une main-d'œuvre rendue désormais excédentaire par le développement du machinisme agricole. Il semble (et ce n'est pas pour nous étonner) qu'entre secondaire et tertiaire le passage ne se fera pas aussi facilement. C'est ce que décrite le « Nouvel Economiste » du 25 janvier 1985 dans un article intitulé « La fin de l'ère tertiaire ». L'auteur de l'article commence ainsi :

« Isolés dans leur tour de verre de La Défense, ils n'ont pas voulu croire à l'impensable. A la seule idée qu'ils allaient faire l'objet d'un train de licenciements, 350 ingénieurs ou cadres de Technip, le géant de l'ingénierie, s'octroyaient tout leur état-major. On ne licencie pas les gens que l'on retrouve dans les mêmes restaurants. Souci des convenances ancrées dans une réalité historique autant qu'économique : en France, les « Trente Glorieuses » furent celles du bureau plus que de l'usine. La crise a beaucoup plus égraimé les « cols bleus » que les « cols blancs ».

En plein écroulement de la sidérurgie, Sacilor et Usinor repeignaient de neuf leurs sièges sociaux au moment où ils fermaient leurs usines. Aujourd'hui, les repreneurs de Creusot-Loire récupèrent d'abord l'actif industriel et inscrivent les bureaux parisiens au passif, rayant sans états d'âme des centaines d'emplois du « tertiaire » haut de gamme. Les planqués deviennent les plaqués. L'univers disparate des services, cette masse d'emplois qui ne se trouvent ni dans l'agriculture ni dans l'industrie, donne aujourd'hui des signes inquiétants d'essoufflement. Au cours des vingt dernières années, 72 millions d'emplois tertiaires ont été créés dans l'OCDE, alors que l'emploi total augmentait de 60 millions. Depuis 1975, malgré la brillante exception américaine, l'écart se restreint : 23,5 millions contre 22. Les postes perdus pour les ajusteurs se retrouvaient chez les assureurs, les mineurs bifurquaient dans le nettoyage, etc. Mais aujourd'hui, fini ce gigantesque transfert. Dans le monde du bureau, l'horizon aussi se couvre. Le tertiaire continuera à créer des emplois. Mais moins qu'avant, moins qu'ailleurs. Médécine trop douce pour vaincre le « cancer du chômage ». L'âge d'or du tertiaire, que les Économistes voyaient prendre harmonieusement le relais comme pourvoyeur d'emplois de l'agriculture macabre du XIXe siècle et de l'industrie automatisée au XXe, toucherait-il à sa fin avant même le XXIe ? La France peut-elle être l'Amérique ? Là-bas, c'est le « miracle tertiaire » qui a sauvé les Américains du chômage. Six millions d'emplois créés depuis octobre 1982, plus de quatre millions pour les seuls services. Décrochant le meilleur des mondes du travail en 1999, le Bureau of Labour Statistics cite comme meilleurs vedettes les gardiens d'immeuble, les coursiers, les secrétaires, les employés, les infirmiers et autres chauffeurs de poids lourd. Vision peu exaltante des « services », mais numériquement non négligeable. Même si les plus forts taux de croissance concernent les cols blancs du binaire : la population des analystes, programmeurs, opérateurs et techniciens de maintenance informatique doublera d'ici à 1999. »

En France, le Commissariat au Plan prévoit que les services resteront créateurs d'emplois dans les années à venir (12.000 à 27.000 créations nettes d'emplois par an d'ici à 1988) mais l'INSEE annonce de son côté que l'industrie manufacturière perdra à elle seule 140.000 emplois en 1985. Ce qui fait un rapport création/suppression voisin de 10 !

Depuis 1977 le commerce de gros alimentaire ne cesse de perdre des emplois (-3,3 %) et dans le petit commerce le nombre de faillites s'accroît. Les effectifs des banques et des assurances ont augmenté moins vite (8,9 % et 9,2 respectivement) que l'ensemble du secteur tertiaire (14,6 %) si bien qu'aujourd'hui les cris d'alarme se multiplient devant la révolution informatique : « Il y a 10 à 15 % de sureffectif dans les banques » disent les patrons du Crédit du Nord et du Crédit Lyonnais. « 60.000 emplois seront supprimés dans les banques d'ici à 1990 » précise M. David Dautresme, directeur du Crédit du Nord. « Dans une branche où les 2/3 des dépenses d'exploitation correspondent à des dépenses de personnel, une « adéquation » des effectifs aux tâches sera nécessaire » souligne l'Alcogam le président de l'Association Française de Banques. Qui plus est, les experts prévoient qu'avec l'informatique les petites agences bancaires vont évoluer vers des agences automatiques où les transactions seront réalisables en libre service et sans manipulations d'épaves. Ce n'est donc pas dans ces secteurs qu'il faut attendre des créations d'emplois.

Dans l'ingénierie, l'heure est aux concentrations et aux allègements d'effectifs : sur 20.000 emplois, 2.000 ont disparu rien qu'en 1984. Bref, malgré un certain besoin du côté de l'ingénierie informatique et de l'audiovisuel, les perspectives ne sont pas roses. « Seule certitude, écrit le journaliste du « Nouvel Economiste », les services resteront les premiers créateurs d'emplois d'ici à 1990, en Europe, mais à un rythme bien inférieur à celui des Etats-Unis, du Canada ou du Japon. Encore faut-il souligner que dans ces pays où les emplois industriels stagnaient, le transfert massif des emplois vers le secteur tertiaire s'est traduit par des gains de productivité considérables (aux Etats-Unis la productivité dans le commerce stagne depuis 1979, elle n'augmente que de 0,3 % dans les banques et les assurances et de 0,6 % dans les services marchands alors qu'elle progresse de 1,6 % dans l'industrie manufacturière qui n'est pourtant pas un modèle de productivité). Un autre aspect négatif de ces transferts d'emplois aux Etats-Unis et au Japon, c'est la dualité du marché du travail « Dans l'industrie, les salariés, fortement syndicalisés et protégés par des conventions collectives avantageuses, renforçaient leurs positions. En outre, les conditions de travail des cols blancs se dégradent. Les salariés des services - souvent des femmes - ont servi d'amortisseurs aux formidables à-coups de la conjoncture américaine. Derniers embauchés, premiers licenciés, avec des salaires nettement inférieurs à la moyenne du secteur industriel. La flexibilité du travail n'y est pas un vain mot. La durée hebdomadaire a été abaissée à 32 heures dans les services et les commerces, certains étant ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le partage du travail « job sharing » s'y développe rapidement, afin d'éviter les licenciements. Les salariés de United Airlines ont ainsi sauvé 200 emplois. Le job sharing est pratiqué dans 12 % des banques, mais seulement 2 % des industries manufacturières. Après toutes ces tristes constatations, que croyez-vous que conclut le journaliste du « Nouvel Economiste » ? Que tout continuera comme à présent :

« Les économistes de l'an 2050 liront vraisemblablement avec scepticisme l'abondante littérature consacrée au clivage entre l'industrie et les services au XX^e siècle. La prolifération du « fourre-tout » tertiaire (qui représente déjà 70 % du PIB américain) aura vraisemblablement phagocyté l'industrie, ne laissant subsister de façon autonome qu'une frange du secteur agricole. Et encore... Les multinationales du siècle prochain vendront indifféremment des biens et des services. Signe de cette évolution : la National Steel Corp., l'un des grands sidérurgistes américains, vient de changer de nom pour devenir la National Intergroup Inc. Un changement de patronyme qui accompagne une diversification vers l'énergie, les services financiers ainsi que la distribution. Demain, Usinor dans la télématique et Nordmed dans le grand commerce ? Le tertiaire est mort. Vive l'industrie du troisième type ! »

Il oublie de nous dire si le problème du chômage aura résolu, combien et comment on travaillera, quel sera le niveau de vie des populations et... celui des travailleurs au rabais, etc. Autrement dit, il ne conclut rien, comme d'habitude, après avoir analysé correctement la situation. On peut, par contre, trouver quelques réponses plus précises dans ce qu'écrivait récemment le directeur du marketing de Wang Laboratoires Inc. (une société fabriquant du matériel informatique) dans un article intitulé : « L'impact de la bureautique sur les travailleurs de la connaissance » (Globe com, Atlanta, 1984) : « A mesure que le travail deviendra plus facile à faire grâce à la technique, la productivité continuera à croître progressivement. La durée moyenne de la semaine de travail diminuera de sorte qu'au début des années 1990 ceux qui iront encore travailler au bureau n'y seront que 30 heures par semaine. Nous ne travaillerons probablement que quatre jours par semaine et nous aurons treize semaines de vacances par an. Ceci pose d'autres problèmes de société, tels que l'utilisation du temps de loisir... Le travail devient peut-être ainsi une option plus réaliste quand nous n'aurons plus à nous rendre chaque jour au travail. »

Domage que le directeur de Wang ne nous parle pas, lui non plus, de revenus mais son analyse montre au moins comment va évoluer la société. Après tout, c'est peut-être ainsi qu'on s'acheminera vers l'économie distributive !